

Les subsides

Nous devons rappeler au gouvernement que, lorsqu'il accorde une subvention aux arts et à la culture, cette subvention entraîne des dépenses locales qui peuvent être jusqu'à dix fois le montant de la subvention elle-même. Quelle que soit notre façon de mesurer, l'argent dépensé dans ce domaine est un bon investissement. Non seulement cela stimule l'économie nationale, mais cela influe aussi sur notre balance commerciale. Lorsque la production de nos artistes est bien connue à l'échelle internationale, les possibilités d'exportation sont bien supérieures.

Quelle autre raison le gouvernement pourrait-il avoir de limiter les subventions et les dépenses publiques dans le domaine artistique? Si nous considérons les arts comme un secteur industriel, nous ne pouvons que conclure à son importance. Lorsque les députés gouvernementaux cherchaient à obtenir un mandat, ils disaient qu'ils nous donneraient une nouvelle économie. Nous ont-ils donné une économie si prospère qu'ils peuvent se permettre d'abandonner les arts et la culture? Nous devons rappeler à ces députés que les secteurs artistique et culturel sont très importants. Dans l'économie canadienne, ils représentaient quelque 7 milliards de dollars en 1981. Parmi les 20 plus grands secteurs économiques du pays, c'est celui des arts qui arrive en tête en ce qui concerne l'emploi. Il vient au sixième rang sur le plan des salaires et traitements et au onzième pour les revenus.

Il est essentiel que nous nous occupions de l'industrie artistique, car c'est un secteur important qui contribue fortement à la santé de l'économie canadienne. Chaque fois que le gouvernement restreint ses dépenses dans le monde artistique, il fait du tort à notre économie.

Il importe de se souvenir que les arts représentent également une source d'emploi importante, car le chômage, qui se maintient à des taux sans précédent dans notre histoire, reste notre principal problème économique. Les organismes artistiques et culturels consacrent la plupart de leurs revenus à l'emploi. Il y a presque autant d'emplois dans les domaines reliés aux arts que dans tout le secteur agricole. En tant que source d'emploi, ce secteur est très important pour nous, Canadiens. La population active dans le domaine artistique a augmenté de près de 74 p. 100 entre 1971 et 1980 soit deux fois plus vite que dans les autres secteurs de notre économie.

Dans le domaine des arts d'interprétation, 66c. sur chaque dollar de revenu sont consacrés aux salaires et traitements. La plupart des fonds consacrés aux arts servent à créer des emplois. Dans les industries de fabrication, le rapport est simplement de 20c. par dollar. Si la plupart des recettes, dans le domaine artistique, servent à l'emploi plutôt qu'aux autres aspects des activités artistiques, c'est que les artistes sont très mal rémunérés. Tout en reconnaissant que les artistes devraient toucher une rémunération beaucoup plus juste, étant donné la situation dans laquelle ils se trouvent dans notre société, il serait beaucoup plus judicieux de leur venir en aide en leur accordant des subventions, pour leur permettre de continuer à exercer leurs activités artistiques, que de restreindre les dépenses dans ce secteur, ce qui les oblige à se tourner vers l'assistance publique. Puisque nous rémunérons si mal les artistes pour leur œuvre créative, si l'on examine le problème sur le plan économique, il est plus judicieux de les soutenir dans leurs activités artistiques que de leur couper les fonds, en réduisant les dépenses publiques et en les obligeant à devenir assistés

sociaux. L'assistance sociale peut avoir un effet démoralisateur, mais si elle permet à un ou une artiste de poursuivre ses activités professionnelles, elle contribue à son épanouissement personnel et à l'enrichissement de la collectivité.

• (1620)

Je voudrais parler de l'incidence de ces compressions sur certains organismes canadiens. Par exemple, le Conseil des Arts du Canada perd environ 5 p. 100 de son budget. Autrement dit, il aura moins d'argent à distribuer sous forme de subventions aux particuliers et aux diverses organisations culturelles. Il faut augmenter les crédits, et non les diminuer, à l'intention des artistes canadiens.

Ces compressions nuisent également au Conseil des Arts du Canada d'une autre façon. Un service de téléphone sans frais a été installé dans tout le Conseil. A cause des compressions, ce service va être supprimé. Autrement dit, il sera beaucoup plus difficile à un artiste qui demeure en dehors de la région d'Ottawa de communiquer avec le Conseil des Arts du Canada. Cette décision est injuste pour la majorité des artistes qui habitent dans le reste du pays.

Le Conseil des Arts du Canada a également prodigué à divers organismes artistiques des conseils en matière de campagnes de souscription. A cause des compressions budgétaires, ces organismes bénéficieront de moins de conseils. Et cela se traduira bien sûr par une diminution des dons du secteur privé aux arts en plus de la perte de subventions du secteur public.

La Société Radio-Canada a elle aussi été frappée par les compressions budgétaires. Elle a ainsi perdu 1,500 emplois, de même qu'environ 15 millions de dollars pour la production d'émissions. Cet argent aurait servi à produire des émissions canadiennes. Ces émissions sont essentielles à une époque où les ondes canadiennes sont en grande partie envahies par les émissions américaines qui sont si facilement écoulées sur le marché canadien. Il est très difficile pour les Canadiens de soutenir la concurrence.

J'ai trouvé particulièrement alarmante la suppression de deux émissions de Radio-Canada. L'une était intitulée *Our Native Land* et la seconde, *Identities*. Ces émissions revêtaient une grande importance pour les autochtones et les Canadiens d'origine ethnique. Elles contribuaient à accroître la compréhension et la tolérance dans notre société. La suppression de ces deux émissions est attribuable aux coupures que le gouvernement a effectuées dans le domaine des arts.

Je ne sais pas comment le gouvernement peut justifier de telles coupures budgétaires, et j'ignore pourquoi il les effectue. Le gouvernement a dit qu'il lui fallait réduire le déficit. C'est le seul argument que j'ai entendu pour justifier les compressions budgétaires dans ces domaines. Lorsque des compressions budgétaires, effectuées dans le but de réduire le déficit, ont pour effet de diminuer le nombre des emplois dans l'économie et d'apporter moins de recettes dans les coffres de l'État, je prétends qu'au lieu de réduire le déficit, les coupures dans le domaine des arts ont plutôt pour effet de l'accroître. Les artistes qui se trouveront en chômage seront forcés de recourir à l'assistance sociale. Ils devront vivre des deniers publics. Et la diminution des activités artistiques entraînera tout simplement une baisse des recettes publiques. Pour chaque dollar dont on ampute les subventions, les organismes subventionnés perdent plusieurs dollars en dons du public qui y sont assortis. Dans le domaine des arts, le rapport est très élevé entre les fonds